

Romain Badouard

Université de Cergy-Pontoise

Clément Mabi

Université de technologie de Compiègne

Introduction

Ce numéro d'Hermès est dédié à la mémoire de Nicolas Auray, dont les travaux ont irrigué de nombreuses approches représentées dans ce dossier.

Le concept de controverse est régulièrement mobilisé pour décrire les frictions et conflits qu'entraîne la diffusion d'innovations technologiques et scientifiques dans nos sociétés (nucléaire, organismes génétiquement modifiés [OGM], nanotechnologies, etc.). Face aux incertitudes engendrées par ces innovations, des acteurs défendent des intérêts divergents et expriment des désaccords que l'état actuel de la connaissance scientifique ne permet pas de trancher : les OGM sont-ils nocifs pour la santé sur le long terme ? Doit-on favoriser la production de formes de vie artificielles comme avec la biologie de synthèse ? Peut-on assurer le stockage des déchets radioactifs en toute sécurité sur plusieurs milliers d'années ? Ces tensions se transforment parfois en conflits ouverts, comme c'est par exemple le cas autour du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, où partisans et opposants du projet s'affrontent dans différentes arènes (politiques, médiatiques, juridiques, etc.) sans qu'un camp ne parvienne à construire un rapport de force suffisant pour l'emporter. L'un des enjeux majeurs des controverses devient alors de « gérer » démocratiquement ces échanges, d'organiser le

débat public et de tenter de trouver des solutions légitimes aux problèmes soulevés.

Les sciences humaines et sociales, et particulièrement la sociologie, ont grandement contribué à structurer la définition de ce que l'on entend par controverse en proposant des méthodes d'analyse susceptibles de donner une grille de lecture de ces phénomènes complexes. Une controverse désigne ainsi l'expression d'un désaccord, d'une confrontation, entre différentes rationalités, entre différentes conceptions d'un même problème et du monde social au sein duquel il se déploie. Elle désigne l'étape où ce « problème » peut être discuté, où des arguments peuvent être échangés pour faire évoluer les positions. Lorsque ces dernières sont trop figées, la controverse se transforme en conflit et le rapport de force prend le dessus sur la discussion. Plutôt qu'une discussion tournée vers la construction d'une position partagée, c'est alors une confrontation de valeurs qui s'exprime¹.

L'étude des controverses a été particulièrement marquée par les travaux de Bruno Latour et de Michel Callon. L'approche « latourienne » ou « callonienne » se caractérise

par une approche symétrique des différents acteurs et de leurs arguments (en leur donnant le même poids dans l'analyse) afin de réaliser une cartographie de la controverse. La complexité sociale des controverses se verrait ainsi « dépliée », présentée de manière « équilibrée » au regard de l'observateur. Cette approche a été largement critiquée par d'autres chercheurs, qui ont reproché à la démarche symétrique « d'aplatir le social », de considérer de manière équivalente des arguments et des acteurs qui n'auraient pourtant ni les mêmes ressources ni les mêmes compétences pour défendre leurs intérêts. Les angles morts de cette grille de lecture seraient notamment son incapacité à penser la dimension conflictuelle des controverses et sa sous-estimation des rapports de force.

D'autres approches, dites « socio-techniques », se sont également développées pour analyser les controverses, comme celle de Francis Chateauraynaud qui, dans une « pragmatique du pouvoir », insiste sur l'importance de la portée des arguments et de l'étude de leurs trajectoires afin de rendre visible les « prises » réelles des acteurs sur les dossiers et leur capacité à peser dans les rapports de force. Cette conception « balistique » met l'accent sur les différentes « épreuves publiques » que traversent les arguments pour analyser leur évolution et permettre de prendre en compte la question des relations de pouvoir comme structurant les échanges.

De son côté, l'approche de Dominique Pestre insiste sur le rôle des structures qui « gouvernent » les sciences et le poids du marché dans le développement et la circulation des technosciences. Ces travaux, inscrits dans une perspective historique, nous invitent à mettre en lumière les logiques de pouvoir et de domination qui encadrent le déploiement des sciences et techniques pour comprendre comment certaines innovations sont imposées par le marché sans être véritablement discutées collectivement.

Dans le prolongement de nombreux travaux menés par la revue *Hermès*, comme les dossiers « Paroles publiques. Communiquer dans la cité » (n° 47) et « Les chercheurs

au cœur de l'expertise » (n° 64), ainsi que les nombreux séminaires et colloques organisés par l'ISCC sur ces questions², ce numéro défend l'hypothèse qu'une approche communicationnelle des controverses fournit de précieux éclairages sur les relations complexes qu'entretiennent sciences et société aujourd'hui. Il nous semble en effet que trop peu d'études prennent véritablement au sérieux le rôle structurant de la communication dans le déploiement des controverses, en tant qu'elle rend possible la circulation des arguments, l'expression des rapports de force et la structuration d'un débat public sur les choix scientifiques et techniques. Une controverse ne peut être finement analysée sans prendre en compte le processus de publication du problème dont elle relève, la construction des cadres médiatiques qui influence la perception de ses enjeux, les stratégies de communication qui déterminent en partie la trajectoire des arguments ou encore la matérialité des arènes qui conditionne la forme des échanges et des débats. Autant d'éléments essentiels qui constituent des objets privilégiés des études de communication.

C'est dans cette optique que nous avons réuni des auteurs de différents horizons, chercheurs, journalistes, associatifs, en les invitant à interroger le rôle que tient la communication dans leurs enquêtes. Cette démarche pourrait selon nous contribuer au renouvellement des approches des études sur les controverses. Le dossier contient de nombreuses enquêtes, des réflexions théoriques qui prennent la forme d'articles développés, d'encadrés ou d'entretiens. Les terrains abordés sont hétérogènes : les espaces de discussion scientifique (Jean-Baptiste Fressoz; David Demortain), les médias (Jean-Baptiste Comby; Lionel Scotto D'Apollonia; Sylvestre Huet), les arcanes institutionnelles (Caroline Ollivier-Yaniv; Benjamin Sourice; Thierry Libaert), les musées (Brice Laurent; Morgan Meyer) ou encore les salles de classe (Cécile Méadel; Romain Badouard). Nous avons aussi souhaité donner la parole à différentes écoles de pensée, parfois en opposition, exprimant leurs désaccords

avec virulence, afin d'appliquer à nous-mêmes ce principe cher à l'analyse des controverses : écouter toutes les voix qui s'expriment sur un sujet. Cette diversité des statuts, des approches et des terrains permet de voir que si « l'héritage » latourien et callonien est très discuté et critiqué, il est toujours mobilisé par une large partie des auteurs. D'autres prennent leurs distances avec ce débat et tentent de le contourner, de le dépasser en ouvrant de nouvelles perspectives, en s'appuyant notamment sur les acquis des études de communication.

La prise en compte des discours, dans leur dimension incarnée, trouve ainsi une place importante dans le dossier, à travers l'analyse d'une « politique des textes » (Joëlle Le Marec et Igor Babou) : « sans la matérialité des textes, des sons et des images médiatiques, il n'existerait aucune argumentation dans l'espace public en dehors des conversations quotidiennes et des débats en face à face qui ne donnent accès à aucune archive. » Cette perspective fait également écho au texte de Juliette De Maeyer et Sylvain Malcorps sur l'analyse des « matters of concern », aux « univers textuels » étudiés par Jean-Baptiste Fressoz ou aux « faits de discours » analysés par Jean Caune. La dimension « ancrée » des discours nous révèle ainsi des régimes de justification, d'objectivation et de véridiction, sur lesquels reposent les rationalités des acteurs qui entrent en conflit ou en interaction lors des controverses. *La mise en récit des controverses* est également largement interrogée, à travers les mots choisis pour en rendre compte, les inscriptions culturelles et idéologiques sur lesquelles ils reposent. Cette approche est présente chez de nombreux auteurs, comme en témoignent les contributions de Mathieu Quet, Jean-Baptiste Comby, Caroline Ollivier-Yaniv ou Thierry Libaert.

La dimension sensible des controverses, c'est-à-dire la manière dont les acteurs qui s'y trouvent engagés l'appréhendent et lui donnent sens, fait également l'objet d'une attention particulière. Celle-ci nous invite à considérer les prises de parole et les échanges qui ont lieu hors des

espaces de débat institutionnalisés, en nous intéressant aux acteurs qui refusent de prendre comme préalable à l'activité démocratique la recherche du compromis et de l'accord. Ainsi, les articles de Romain Huët et Olivier Sarrouy ou de Guillaume Gourgues insistent sur la dimension fortement normative de la participation, trop souvent cantonnée à des formes discursives, incapables de rendre compte de la diversité des formes de prises de position des acteurs dans l'espace public des controverses. Le texte de Sara Angeli Auiton, nous rappelle par ailleurs que le sensible, même lorsqu'on tente de l'exclure, peut faire irruption à tout moment dans les échanges, même dans les espaces où la communication est la plus contrôlée.

Enfin, *le rôle de la matérialité des arènes* dans le déploiement des controverses est mis en avant dans de nombreux textes comme dans celui de Baptiste Campion, Laurent Tessier et Michaël Bourgatte, sur les études des interactions sur le Web autour de la question du changement climatique. En fonction de la configuration socio-technique des arènes, la nature des échanges varie. On ne débat pas de la même façon, et au final de la même chose, dans une réunion publique, dans la presse, entre amis, sur un site internet ou sur les réseaux sociaux numériques. Un certain nombre d'auteurs insistent d'ailleurs sur la particularité des arènes numériques pour suivre les controverses : c'est particulièrement le cas de Juliette De Maeyer et Sylvain Malcorps, Virginie Julliard ou Fabien Granjon, qui nous rappellent que la configuration technosémiotique du Web permet de discuter *d'une certaine manière* des controverses.

Le dossier est organisé autour de quatre grands thèmes : le premier concerne *les logiques de « mise en public » des controverses*. Si celles-ci peuvent naître dans des milieux confinés, il est nécessaire, pour qu'un débat ou une polémique devienne controverse, que ceux-ci soient rendus publics, se déploient dans un espace public et soient soumis au jugement d'une opinion publique. Comprendre la « production » ou l'« émergence » d'une controverse, c'est

donc analyser finement ce processus de mise en public par une analyse des acteurs, des stratégies et des ressources qui entrent en jeu dans ce décloisonnement.

La seconde partie interroge *les rapports entre communication et pouvoir* en se concentrant sur les tensions entre les logiques de production des discours dominants et les formes de résistance qu'elles entraînent. Une controverse se définit toujours dans son rapport à une autorité décisionnelle, qu'elle soit institutionnelle, scientifique ou économique, qui dispose d'un pouvoir de régulation susceptible de stabiliser la controverse. Il s'agit ici d'interroger à la fois les processus de communication *top-down* qui contribuent à étendre, ou à l'inverse circonscrire, une controverse, et les moyens d'action mobilisés par des opposants qui cherchent à influencer sa trajectoire pour faire « bouger les lignes ». Lanceurs d'alertes contre communicants de crise, mobilisations de la société civile contre décisions institutionnelles, happenings médiatiques contre lobbying, les méthodes et ressources mobilisées pour influencer le cours d'une controverse reposent le plus souvent sur des dynamiques communicationnelles qu'il convient de décrypter.

La troisième partie porte sur *la pratique scientifique en situation de controverse*. L'enjeu est à la fois d'interroger les pratiques de communication scientifique (notamment l'évaluation des risques) et les pratiques de communication *des* scientifiques : en situation de controverse, ceux-ci peuvent abandonner leur posture d'observateur

« neutre » pour s'engager sur le terrain, prendre position dans l'espace public, afin d'influencer la trajectoire de la controverse (comme en témoigne l'entretien avec Irène Frachon, à l'origine de l'affaire du Mediator). Mais il s'agit également d'interroger le rôle du chercheur en sciences humaines qui observe ces controverses et la manière dont son rôle d'observateur travaille son rapport au terrain (voir par exemple les contributions de Joëlle Le Marec et Igor Babou ou Laurence Allard).

La dernière partie propose enfin un focus particulier sur *le rôle des technologies de l'information et de la communication*, qui présentent la particularité d'être à la fois un terrain de déploiement et d'observation des controverses, et des objets de controverses, comme en témoignent les contributions de Francesca Musiani, Valérie Schafer et Guillaume Sire. En conclusion, nous proposons une série de pistes de recherches sur les apports des études de communication à l'analyse des controverses, à partir des perspectives ouvertes par les articles de ce dossier. L'enjeu d'une telle entreprise est notamment de prendre en considération les évolutions démocratiques et médiatiques des vingt dernières années, afin d'intégrer leur analyse à un programme de recherche à la fois ouvert et interdisciplinaire. Au centre de ce programme : la communication comme moteur des controverses, et les nouvelles rationalités de débat public auxquelles nous invitent ces évolutions.

NOTES

1. Une controverse se distingue ainsi d'autres notions proches comme celle de querelle, qui souligne la dimension incarnée d'une confrontation entre plusieurs personnes, ou de celle de polémique, qui met l'accent sur la dynamique du débat et le déplacements des acteurs et des positions. Pour une analyse

- historique de la notion de controverse et de ses usages, voir notamment le dossier « Comment on se dispute. Les formes de la controverse » de la revue *Mil Neuf Cent* (n° 25, 2007).
2. Voir notamment le cycle de séminaires « Médias et controverses » (2009/2010).